NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

Quo vadis ? Où vont les Syriens ?

Le pays qui veut garder ses réfugiés .

Depuis 2011 des milliers (17 000 selon le dernier comptage, ndlr) de Syro-Arméniens ont trouvé refuge dans leur "Mère Patrie".

Selon le Haut Commissariat pour les Refugiés (HCR) l'Arménie est le troisieme pays d'accueil de refugiés (5 pour 1000 habitants) en Europe .

Le peuple syrien avait donné refuge aux Arméniens qui fuyaient la mort decrétée par les Turcs (le gouvernement "Jeune Turcs ", ndlr) à leur endroit en 1915.
Les Syrio-Armeniens craignant que leur religion ne fasse d'eux une cible quand les groupes armés saccageaient leurs quartiers et leurs églises ,ont emprunté la même
issue que leurs grands parents mais en sens inverse.
En 2015, le President Serge Sarkissian avait declaré a l'Assemblée Générale des Nations-Unies "Les Arméniens connaissent bien le sort des refugies et des exiles. Si le peupe syrien n'etait pas venu en aide, le nombre des victimes du Genocide serait plus grand".
Aujourd'hui le HCR estime à 16.000 refugiés syriens en Arménie mais un bon nombre a depuis obtenu un permis de
séjour ou la naturalisation.
La présence de ces Arméniens contribue à animer Erevan (capitale de l'Arménie, ndlr) avec de nouveaux commerces
comme des discothèques branchées et des restaurants servant des plats arabes constituant une alternative à la cuisine caucasienne.
Contrairement aux pays qui veulent, un jour voir partir les refugiés , l'Arménie veut les garder pour maintenir la balance
démographique malgré la situation sombre du marché du travail et la pénurie de logement.

source : Laura Secorun

Zaven Gudsuz

————————————————————————————-

7 milliards de dollars (6,19 milliards d’euros), promesses de dons pour l’aide aux réfugiés. Avant laconférence, l’Organisation des Nations unies avait fixé la barre plus haut : 5,5 milliards de dollars pour l’aide aux 5,6 millions de Syriens exilés dans les pays voisins ; 3,3 milliards pour les 6,2 millions de déplacés dans le pays, dont 83 % sont en situation d’« *extrême pauvreté* », selon l’ONU.

Le secrétaire général adjoint de l’organisation, s’est dit « *ravi* » après trois jours de discussions durant lesquels ont aussi été abordés les thèmes de la reconstruction et du rôle de la société civile – et des femmes en particulier.

Si l’Union européenne a alloué 2 milliards d’euros, la plus importante contribution nationale viendra de l’Allemagne avec 1,44 milliard d’euros. La France annonce 1,1 milliard sur deux ans, le Royaume-Uni, 464 millions ; les Etats-Unis, 350 millions. La leçon des épisodes antérieurs incite toutefois à la prudence : sur 3,4 milliards de dollars annoncés en 2018 pour l’aide au pays, 65 % seulement ont été reçus. Et le plan pour les réfugiés (5,6 milliards de dollars) ne s’est vu octroyer que 62 % de ce montant.

La question du retour des réfugiés reste taboue

La chef de la diplomatie européenne, ne voulait pas résumer ces trois journées à une collecte de fonds. La conférence était donc aussi conçue comme un « signal », un nouvel élan au processus de paix onusien. Il reste que la discussion des problèmes politiques s’est avérée « non conclusive ».

C’est le cas pour la difficile question du retour des réfugiés, qui n’a certainement pas été mise en avant : elle divise et reste, pour beaucoup, taboue. Les représentants des pays d’accueil tenaient d’ailleurs, en coulisses, des propos parfois contradictoires : *« Il faut progressivement les amener à rentrer, mais on ne peut ignorer qu’ils risquent encore des persécutions »,* indique anonymement un diplomate arabe. Qui ne cache pas, par ailleurs, que son pays entend continuer à bénéficier de l’aide internationale.

e HCR, de son côté, martèle qu’un retour forcé violerait le droit international, sans toutefois évoquer clairement la responsabilité des pays d’accueil. Des chercheurs s’interrogeaient en tout cas plus ouvertement sur le caractère « volontaire » de

certains départs du Liban et d’autres pays.

Les aides, souvent minimes, versées par certains pays occidentaux – dont l’Allemagne – à ceux qui décident de regagner leur pays sont un autre sujet de polémique, des experts soulignant que la situation en Syrie reste beaucoup trop dangereuse, exposant ceux qui rentrent à des détentions, voire des disparitions – des centaines de cas sont déjà recensés. *« Damas juge que le fait même d’avoir quitté le pays est suspect »*, a souligné une femme syrienne.

Enfin, les craintes que l’aide internationale ne soit détournée vers des régions fidèles au régime ne sont visiblement pas levées. Un diplomate européen a confié à l’AFP qu’il était *« fondamental »* qu’elle soit dirigée vers les régions libérées de l’emprise de l’Etat Islamique par les Forces démocratiques syriennes et les Kurdes. Rien ne semble garantir qu’il en soit ainsi, ce qui laisse les Européens dans le doute : ces régions ne seront-elles pas tentées de pactiser avec le régime pour se protéger des menaces turques ?

La « transition politique » voulue par les Européens reste, elle aussi, en suspens. Elle divise l’UE entre ceux (l’Italie et la Pologne) qui évoquent un rôle possible pour Bachar Al-Assad et d’autres (la France et l’Allemagne notamment) qui refusent toute allusion à son maintien. Pas question, en tout cas, d’évoquer la reconstruction du pays sans « *un processus de paix crédible, à Genève, sous les auspices de l’ONU* », dit Mme Mogherini.

La ligne officielle des Vingt-Huit pays membres – la France, l’Allemagne, le Royaume-Uni, la Suède, les Pays-Bas, la Belgique le Danemark – fixent une autre condition : la lutte contre l’impunité des crimes

commis durant huit années de guerre. Les autres ? Ils se veulent plus « prudents » mais ne

contestent pas – ou pas encore – cette ligne.

source : ONU , United Nations Organization